

Formulaire pour envoyer des informations au Rapporteur Spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris ses causes et conséquences

1. IDENTITE DE LA PERSONNE OU DE L'INSTITUTION QUI ENVOIE CE FORMULAIRE (*Cette information demeurera confidentielle*).

(a) Nom de la personne/organisation

- Nom de famille:
- Prénom:
- Nom et type d'organisation (le cas échéant):

(b) relation avec la (les) victime(s)

(c) Adresse:

(d) Détails de contact (veuillez SVP indiquer le pays et le code régional)

- Fax:
- Tél:
- E-mail:
- Site Web:

2. INCIDENT PRETENDU

I. Informations Générales

-Est-ce que l'incident implique une personne ou un groupe?

- S'il s'agit d'un groupe, veuillez SVP indiquer le nombre de personnes impliquées et les caractéristiques du groupe:

II. Informations sur la(les) victime(s):

(a) Nom:

(b) Sexe:

(c) Date de Naissance et/ou Age au moment de l'incident

(d) Nationalité:

(e) Profession:

(f) Origine Ethnique / religieuse / sociale, si pertinent:

(g) Adresse:

(h) Autres informations pertinentes:

(i) La (les) victime(s) vous a-t-elle (ont-elles) donné son (leur) consentement pour envoyer cette communication en son (leur) nom ? *Veillez SVP vous assurer d'obtenir le consentement de la victime, lorsque cela est possible*

(j) La (les) victime(s) a-t-elle (ont-elles) été informée(s), si la Rapporteuse Spéciale décide d'agir en son (leur) nom, qu'une lettre au sujet de ce qui est arrivé sera envoyée aux autorités ?

(k) La (les) victime(s) est-elle (sont-elles) consciente(s) que, si cette communication est prise en charge, un résumé de ce qui lui (leur) est arrivé apparaîtra dans un rapport public de la Rapporteuse Spéciale ?

(l) Que préférerait(aient) (les) victime(s): que son (leur) nom complet ou ses (leurs) initiales apparaissent dans le rapport public de la Rapporteuse Spéciale ?

III. Informations concernant l'incident:

(a) Description détaillée de la violation des droits de l'homme:

(b) Date:

(c) Heure:

(d) Lieu (ville et pays):

(e) Nombre d'auteurs:

(f) Les auteurs sont-ils connus ou liés à la (les) victime(s)? Si oui, comment ?

(g) Nom ou surnom de(s) auteur(s) et informations sur son (leur) identité (description, cicatrices ou marques corporelles, telles que tatouages, vêtements/uniforme porté, titre/statut, véhicule utilisé):

(h) La (les) victime(s) pense(ent)-elle(s) avoir été spécifiquement ciblée(s) en raison de leur race, âge ou genre? Si oui, pourquoi ?

(i) Dans le cas où il y aurait des témoins de l'incident, veuillez indiquer leurs nom, âge, lien et adresse de contact. S'ils souhaitent rester anonymes, veuillez indiquer s'il s'agit de membres de la famille, passants, etc.; s'il existe des preuves, veuillez SVP les spécifier.

(j) La (les) victime(s) a-t-elle (ont-elles) vu un médecin après que l'incident ait eu lieu ? Y a-t-il des certificats médicaux ou des notes relatives à l'incident en question ?

IV. Informations concernant les auteurs présumés

(a) La violation a-t-elle été commise par une personne ou un groupe (tel qu'un fonctionnaire du gouvernement) ? Si oui, inclure toute information qui pourrait indiquer que le gouvernement n'a pas fait preuve de la diligence nécessaire pour prévenir, enquêter, punir et assurer une compensation pour ces violations.

(b) Si ce n'est pas clair d'identifier ces personnes en tant que fonctionnaires ou non de l'Etat, veuillez SVP expliquer pourquoi.

(c) Si l'on croit les auteurs fonctionnaires de l'Etat, veuillez SVP spécifier (militaires, police, agents des services de sécurité, unité à laquelle ils appartiennent, rang et fonctions, etc.) et indiquer pourquoi ils sont soupçonnés responsables ; soyez aussi précis que possible.

(d) Si l'identification en tant que fonctionnaire de l'Etat n'est pas possible, pensez-vous que les autorités gouvernementales ou des personnes liées à elles sont responsables de l'incident, et si oui, pourquoi ?

V. Mesures prises par la victime, sa famille ou toute autre personne en son nom

(a) L'incident a-t-il été signalé aux autorités publiques compétentes ? Veuillez indiquer si des plaintes ont été déposées, quand, par qui, et auprès de quelles autorités étatiques ou organes compétents (ex. police, procureur, tribunal).

(b) Les autorités de l'Etat ont-elles pris des mesures après l'incident?

- Si oui, quelles autorités étatiques ?
- Quelles mesures ont-elles prises ?
- Quand ont-ils pris cette mesure ? (date et heure)

VI. Lois ou politiques ayant été ou sont susceptibles de causer ou contribuer à cette violation particulière des droits de l'homme

Si votre demande concerne une loi ou une politique, veuillez SVP la résumer avec les effets de son application sur les droits de l'homme. Donner des exemples concrets lorsqu'ils sont disponibles.

A cet égard, afin de mener à bien ses travaux concernant les causes profondes de violations, le RapporteurSpécial est intéressé à recevoir des informations et/ou des textes de projets de lois concernant ou ayant un effet sur les droits de l'homme, étant donné qu'ils se rapportent au mandat en question.

Le RapporteurSpécial sur les formes contemporaines d'esclavage serait intéressée de recevoir des informations sur les législations nationales ou régionales ou des politiques relatives à la prévention, la poursuite ou la réhabilitation des victimes de violations relevant de son mandat. Le Rapporteur Spécial serait également intéressé de recevoir des informations sur des lois ou des politiques qui sont discriminatoires ou qui sont discriminatoires dans leur application (par exemple sur la base de l'ethnicité, la nationalité, la descendance et le sexe) ; ou des lois ou des politiques relatives aux droits de l'enfant, par exemple en matière de travail des enfants.

Veillez SVP informer le Rapporteur Spécial de toute autre information complémentaire qui deviendrait disponible après que vous ayez soumis ce formulaire, y compris si votre problème a été convenablement abordé, ou si un résultat final a été déterminé dans une enquête ou un procès, ou si une action prévue ou menacée a été effectuée.

Date

Signature de l'auteur

Veillez SVP retourner le présent document par fax au +41 22 917 90 06, par e-mail à urgent-action@ohchr.org , srslavery@ohchr.org ou par courrier postal à :

LA RAPPORTEUSE SPECIALE SUR LES FORMES CONTEMPORAINES
D'ESCLAVAGE
DIVISION DES PROCEDURES SPECIALES
HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME,
HCDH-ONUG, 1211 GENEVE 10, SUISSE